

LE MASSACRE DE MUTTUR : 17 employés sri lankais d'Action contre la Faim tués



Le 6 août 2006, 17 travailleurs humanitaires d'Action contre la Faim (ACF), tous d'origine tamoule, ont été découverts, abattus d'une balle dans la tête à Muttur, dans l'Est du Sri Lanka.

Ce massacre constitue l'une des plus grandes tueries de travailleurs humanitaires, qu'ait connu ce monde.

« Dix-sept membres de cette organisation ont été tués à bout portant, » indique le rapport de Muttur Saturday.

Cette ONG basée en France a clairement indiqué qu'elle éluciderait ce problème et trouverait les malfaiteurs de ce tragique incident. L'organisation a décidé de suspendre pendant une courte période, son programme et toutes ses activités et a exigé l'ouverture d'une enquête, selon un communiqué de presse publié par l'ONG.

« Les employés portaient des t-shirts identifiant clairement leur mission » a confié un des responsables.

Le directeur de l'organisation a mis en place une cellule d'aide psychologique visant à soutenir les familles des victimes et les équipes d'Action contre la Faim.

Le président d'Action contre la Faim, Denis Metzger, suite à ce massacre a publié une déclaration:

« C'est la première fois qu'Action contre la Faim est frappée de la sorte en 27 ans d'existence. Ce massacre illustre encore une fois les difficultés rencontrées par les acteurs humanitaires sur les terrains de conflit. Les valeurs humanitaires défendues et partout affichées par Action contre la Faim - neutralité, impartialité, libre accès aux victimes, indépendance - ont encore une fois été bafouées. Cet acte, au delà de son horreur, remet une fois de plus en cause le statut même de l'action humanitaire telle qu'elle est défendue et menée par les ONG comme Action contre la Faim. » Cette acte a eu lieu, selon lui, dans le but de faire cesser les activités dans les régions de Jaffna, de Batticaloa, de Trincomalee (régions tamoules) et d'effrayer tous les ONG présents sur l'île du Sri Lanka.

Les membres de l'Organisation Non gouvernementale, Action contre la Faim, avaient demandé le soutien de tous les ONG pour faire pression de manière à récupérer le corps des victimes du massacre.

Dans cette zone, Action contre la Faim intervenait auprès de 1000 familles pour favoriser de meilleures conditions d'hygiène et d'accès à l'eau potable. Cette intervention d'urgence avait été mise en place pour venir en aide aux personnes déplacées suite aux tensions interethniques et à la

reprise des combats survenues en avril et mai 2006. D'autres programmes liés à la relance agricole et d'autres activités économiques étaient également mis en place pour répondre aux besoins des victimes du tsunami de décembre 2004.

L'organisation compte 224 employés au Sri Lanka : 15 membres de cette ONG sont des ressortissants étrangers, 3 d'entre eux travaillent dans la zone de Trincomalee. Par ailleurs, plus de 50 ouvriers ont été employés dans cette zone. Le pourcentage de la population sans accès à l'eau potable au Sri Lanka, selon l'ACF, est de 23%.

Entretien avec Anne Poiret

7 mois après le Massacre de Muttur, un reportage a été réalisé par Anne Poiret.

Face à cette tragédie humanitaire, dont les membres d'ACF, ONG Française, ont été victimes, la France, premier pays concerné par ce massacre, brille par son silence.

France 5

Qu'est-ce qui vous a poussé à en savoir plus sur ce drame ?

Anne Poiret : C'est l'alerte d'Action contre la faim, "Ne les oubliez pas !", qui a attiré l'attention du producteur Jérôme Bellay. L'indifférence générale envers ce massacre historique pour l'humanitaire l'a choqué. Aucun reportage n'ayant été réalisé sur le sujet, l'enquête était nécessaire.

Pourquoi ce silence et ce manque d'intérêt total pour ce "massacre historique" ?

A. P. : Parmi les 17 personnes assassinées qui travaillaient pour ACF, 16 étaient tamoules et 1 musulmane. Des victimes qui ne sont pas occidentales n'intéressent pas l'opinion internationale. C'est sans doute l'erreur qu'a commise ACF en n'envoyant pas à ce moment-là un humanitaire blanc, souvent garant de la sécurité des autres. S'il avait été avec eux, on peut imaginer qu'ils ne seraient pas morts.

Qui avez-vous pu rencontrer sur place ?

A. P. : Il a été très difficile de recueillir des témoignages sur les lieux, car les familles ont peur des représailles. Une seule a accepté de parler pour évoquer son fils. Quatre se sont réfugiées en Inde, où certaines ont pu s'exprimer librement. Les représentants d'ACF gardent une certaine retenue tant que l'enquête judiciaire se poursuit. Or, les véritables responsables de ce massacre resteront sans doute impunis, puisque tout semble prouver qu'ils appartenaient à l'armée. Le général Ulf Henricsson, observateur pour le SLMM (mission d'observation pour le cessez-le-feu), qui a quitté le Sri Lanka en août et que nous avons rencontré en Suède, les a accusés directement. Les membres du gouvernement que nous avons filmés se sont retranchés derrière l'enquête. Pendant ce temps, la situation dégénère pour les populations car elles subissent encore l'après-tsunami, manquent d'eau potable et d'assistance, car les ONG commencent à partir. Et les atrocités continuent.